Burundi : début du vote par référendum sur une vaste révision constitutionnelle

@rib News,Â 17/05/2018Â â€“ SourceÂ AFP Les Burundais ont commencÃ© Ã voter jeudi sur une vaste rÃ©vision constitutionnelle destinÃ©e Ã renforcer le pouvoir du prÃ©sident Pierre Nkurunziza et qui pourrait lui permettre de continuer Ã occuper ses fonctions jusqu'en 2034.

DÃ¨s l'ouverture des 11.076 bureaux Ã 06h00 locales (04h00 GMT), les Burundais ont affluÃ© aux urnes pour ce rÃ©fÃ©rendum. Quelque 4,8 millions d'Ã©lecteurs doivent s'exprimer par rÃ©fÃ©rendum sur cette rÃ©forme qui consacre dÃ©finitivement la dÃ©rive totalitaire du pouvoir observÃ©e ces trois derniÃ¨res annÃ©es. Le bulletin de vote ne comporte pas de question. Seule apparaÃ®t la mention "rÃ©fÃ©rendum constitutionnel de la RÃ©publique du Burundi de mai 2018", avec les cases oui et non ("Ego" et "Oya", en kirundi) Ã remplir. Plusieurs centaines de personnes sont arrivÃ©es avant l'aube au centre de vote de l'Ã©cole primaire de Ngozi II, dans la province du mÃªme nom (nord) d'oÃ¹ est originaire le prÃ©sident Nkurunziza, a constatÃ© un photographe de l'AFP. "Je suis venu Ã l'aube parce que j'Ã©tais impatient de voter pour le oui pour consolider l'indÃ©pendance et la souverainetÃ© de notre pays", a dÃ©clarÃ© Ã l'AFP un Ã©lecteur, un cultivateur d'une trentaine d'annÃ©es, disant porter le nom de Miburo. Willy Nyamitwe, le responsable de la communication prÃ©sidentielle, a vantÃ© sur Twitter l'entrain des Burundais, en Ã©voquant de longues files d'attente Ã Bujumbura. Cet enthousiasme n'est cependant pas forcÃ©ment spontanÃ©. Selon un cadre du parti au pouvoir, le CNDD-FDD, les membres de ce parti ont reÃ§u pour consigner de se prÃ©senter trÃ¨s tÃ´t aux bureaux de vote. Si elle est adoptÃ©e, la Constitution autorisera M. Nkurunziza, 54 ans et au pouvoir depuis 2005, Ã briguer deux mandats de sept ans Ã partir de 2020. L'issue du vote ne fait guÃ¨re de doute tant les voix discordantes ont Ã©tÃ© Ã©touffÃ©es. - RÃ©pression lors de la campagne - La campagne rÃ©fÃ©rendaire a Ã©tÃ© marquÃ©e par des enlÃ¨vements, meurtres et arrestations arbitraires, selon des organisations de dÃ©fense des droits de l'Homme, qui dÃ©noncent Ã©galement l'absence de rÃ©el dÃ©bat dÃ©mocratique. "Le processus n'a r aucun des critÃ¨res permettant de garantir sa crÃ©dibilitÃ©. Il a Ã©tÃ© ponctuÃ© d'injonctions, de menaces, d'intimidations et d rÃ©pressions", a dÃ©plorÃ© TchÃ©rina Jerolon, responsable adjointe du bureau Afrique de la FÃ©dÃ©ration internationale des droits de l'Homme (FIDH). Le projet de rÃ©vision a Ã©tÃ© condamnÃ© par la communautÃ© internationale, dont l'Union europÃ©enne, premier donateur de ce pays, l'un des plus pauvres au monde, les Ã‰tats-Unis et l'Union africaine. Mais ces critiques n'ont pas suffi Ã inflÃ©chir la position du rÃ©gime burundais. Le Cnared, la principale plateforme de l'opposition en exil, a appelÃ© au boycottage. A ses yeux, le texte, qui introduit des modifications d'ampleur, bouleverse l'architecture institutionnelle du pays, en signant "l'arrÃªt de mort" de l'accord de paix d'Arusha. SignÃ© en 2000, il avait ouvert la voie Ã la fin de la guerre civile (plus de 300.000 morts entre 1993 et 2006), en instaurant un systÃ¨me de partage du pouvoir entre les deux principales ethnies, Hutu et Tutsi. Il spÃ©cifie qu'aucun prÃ©sident ne peut diriger le Burundi plus de 10 ans. Les partis d'opposition intÃ©rieurs et la coalition d'indÃ©pendants Amizero y'Abarundi (Espoir des Burundais) appellent Ã voter non, craignant des reprÃ©sailles s'ils se prononÃ§aient en faveur de l'abstention, plus que tout redoutÃ©e par les autoritÃ©s. Ce nouveau texte vise surtout Ã entÃ©riner la mainmise totale sur les institutions du CNDD-FDD et Ã concentrer encore plus le pouvoir exÃ©cutif dans les mains du prÃ©sident Nkurunziza. - 'Ni sÃ©curitÃ©, ni dÃ©mocratie' - Depuis sa candidature Ã un troisiÃ¨me mandat en avril 2015, contestÃ©e par l'opposition, la sociÃ©tÃ© civile et une partie de son camp, il a menÃ© une rÃ©pression brutale, qui a fait au moins 1.200 morts et plus de 400.000 rÃ©fugiÃ©s. La population vit dans la hantise des deux bras armÃ©s du rÃ©gime: le Service national de renseignement (SNR), qui dÃ©pend directement du prÃ©sident, et les Imbonerakure, la ligue de jeunesse du CNDD-FDD, qualifiÃ©e de milice par l'ONU. Des tÃ©moins ont ainsi affirmÃ© Ã l'AFP que des Imbonerakure passaient jeudi matin de maison en maison en appelant les gens Ã aller voter dans les quartiers de Musaga et Kinama, Ã Bujumbura. La Cour pÃ©nale internationale a ouvert une enquÃªte sur les exactions commises depuis 2015. Et l'opposition n'a de cesse de dÃ©noncer la dÃ©rive autocratique et mystico-religieuse d'un dirigeant qui dit avoir Ã©tÃ© choisi par la volontÃ© divine. L'accord d'Arusha prÃ©voyait "le respect de la minoritÃ© politique, le partage du pouvoir mais aussi un encadrement du pouvoir de la majoritÃ©", relÃ¨ve Thierry Vircoulon, chercheur associÃ© Ã l'Institut franÃ§ais des relations internationales (Ifri). "(Il) donnait aux Tutsi la sÃ©curitÃ© et aux Hutu la dÃ©mocratie. Mais on sait maintenant que depuis 2015, il n'y a plus au Burundi ni sÃ©curitÃ© ni dÃ©mocratie (...) C'est pour Ã§a que l'accord d'Arusha est dÃ©jÃ mort, et le rÃ©fÃ©rendum n'est que l'officialisation de son dÃ©cÃ¨s." Le pouvoir a prÃ©vu un fort dÃ©ploie sÃ©curitaire. Selon des tÃ©moins, des vÃ©hicules blindÃ©s, des soldats et policiers lourdement armÃ©s patrouillent Ã Bujumb et dans les provinces frontaliÃ¨res.

Â

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});